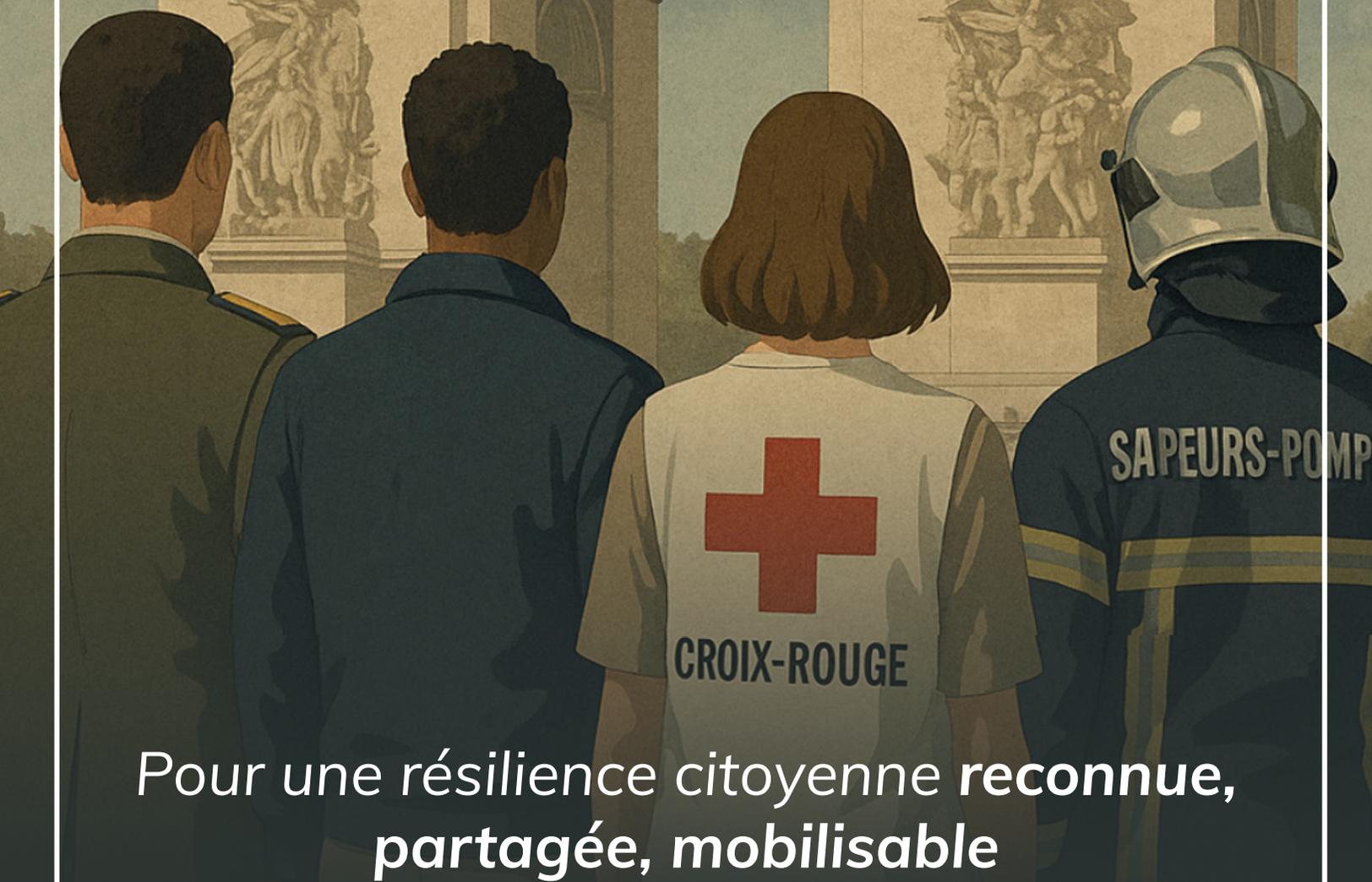


MANIFESTE

**Faire face : reconstruire une
capacité citoyenne de résilience**



*Pour une résilience citoyenne reconnue,
partagée, mobilisable*

Pour une résilience **citoyenne reconnue, partagée, mobilisable**

Nous, signataires du présent manifeste — issus de l'entrepreneuriat à impact, du monde militaire, de la sécurité civile et de l'action publique — sommes convaincus que la résilience de la population est aujourd'hui un impératif stratégique.

Face aux risques systémiques et à l'instabilité croissante du monde contemporain, **la résilience nationale ne peut reposer uniquement sur les institutions.** Elle suppose une mobilisation plus large, fondée sur une redéfinition de l'engagement citoyen.

Nous plaillons pour la reconnaissance de nouvelles modalités d'engagement, plus accessibles, concrètes et adaptées aux attentes contemporaines. À travers des parcours progressifs, des formats hybrides, et une valorisation effective des compétences acquises, il est possible de faire émerger une culture civique renouvelée, utile à chacun, bénéfique à tous.

Les pouvoirs publics ont déjà intégré cette exigence. Plusieurs évolutions récentes vont dans ce sens, notamment la Stratégie nationale de résilience (SNR) et la loi LOPMI 2023. Ces textes affirment l'importance d'une mobilisation élargie, d'une culture du risque partagée, et de l'association des citoyens à la réponse aux crises.

Mais l'enjeu reste immense. Car la résilience ne se décrète pas : elle se prépare, s'incarne, se transmet.

Pour **renforcer** la résilience de notre pays, nous appelons à :

- Favoriser l'émergence d'un parcours de résilience citoyenne, structuré et accessible, permettant à chacun de monter en compétence et de contribuer à la sécurité collective ; valoriser les acquis par une reconnaissance publique, via un passeport ou un référentiel national des savoir-faire utiles à la résilience.
- Soutenir les initiatives issues de la société civile qui œuvrent à la préparation des citoyens, souvent de manière innovante et territorialisée.
- Développer des partenariats opérationnels entre les porteurs de projets à fort impact civique et les institutions publiques (collectivités, ministères) dans une logique de coopération au service de la résilience.
- Faire émerger une culture de la résilience partagée, ancrée dans le réel, inclusive et non idéologique, articulant sens de l'intérêt général, engagement volontaire et responsabilité commune face aux crises.

Notre engagement est républicain, pragmatique, constructif. Il ne s'oppose à aucun dispositif existant — il appelle à les abonder, les renforcer, les prolonger.

Il ne vise pas à imposer un modèle unique — il propose de reconnaître ceux qui œuvrent déjà, au quotidien, à faire société face aux crises.

Nous croyons en une résilience qui mobilise, relie, et donne sens.

[> Voir les signataires de ce manifeste <](#)

Résumé exécutif — Refaire société par la résilience citoyenne

Face à l'accélération des crises systémiques — environnementales, géopolitiques, technologiques ou informationnelles —, la résilience citoyenne devient un enjeu stratégique majeur. Mais elle ne peut se décréter. Elle doit se construire, en s'appuyant sur les individus, leurs compétences, leur engagement, et leur capacité d'action. Cela suppose de réinterroger en profondeur les conditions d'adhésion civique et les formes possibles d'une mobilisation élargie.

Or, les générations dites post-conscription — celles qui n'ont connu ni service militaire, ni rite de passage civique partagé — sont aujourd'hui disponibles, mais sous-mobilisées. Leur rapport à l'engagement est marqué par une tension : entre envie d'agir et manque de lisibilité ; entre sentiment d'urgence et absence de reconnaissance. Ces générations, souvent décrites comme fragiles ou désengagées, portent en réalité des ressources précieuses : une appétence pour le concret, une capacité à s'organiser en réseau, une sensibilité aux enjeux de transition.

Mais ces ressources restent sous-exploitées, faute de canal adapté. L'architecture actuelle des dispositifs d'engagement (SNU, JDC, réserves, associations...) reste morcelée, inégalement accessible, et parfois en partie inadaptée aux attentes contemporaines. La sécurité civile, par exemple, malgré son potentiel de mobilisation concret, demeure un levier largement sous-exploité.

Ce manifeste plaide donc pour la reconnaissance d'un modèle civico-opérationnel moderne, fondé sur trois piliers :

- **L'accessibilité**, par la diversification des formats (présentiel, numérique, immersif), des modalités (volontariat, gamification, progression par paliers), et des points d'entrée (secourisme, sécurité, défense, engagement local...).
- **La montée en compétence**, à travers des contenus utiles, actionnables, alignés sur les besoins de sécurité collective : gestes de premiers secours, gestion de crise, orientation, coordination, action civique.
- **La reconnaissance**, par l'instauration d'un cadre lisible de validation (par exemple un "passeport de résilience citoyenne"), permettant de valoriser les efforts, de faciliter l'engagement, et de créer des passerelles avec les dispositifs existants.

L'objectif n'est pas de proposer un programme uniforme ou descendant, mais de favoriser l'émergence d'un écosystème distribué d'acteurs, de projets et de parcours, compatibles avec les institutions existantes et porteurs d'une vision partagée de la résilience. Refaire société par la résilience citoyenne, c'est créer les conditions d'un engagement progressif, utile, incarné — un **pacte civique moderne**, au service de la souveraineté intérieure.

Sommaire

P8 1. Contexte et diagnostic stratégique

P9 2. Risques hybrides et fragmentation sociale : un test pour la résilience nationale

- P9 2.1 Des risques en mutation rapide
- P9 2.2 Une population de plus en plus fragmentée
- P10 2.3 La résilience collective ne se décrète pas

P11 3. Générations post-conscription : une ressource stratégique encore sous-mobilisée

- P11 3.1 Une rupture de continuité civique
- P11 3.2 Une ambivalence face au risque et à l'engagement
- P12 3.3 Une demande de cadre souple, exigeant et progressif
- P12 3.4 – Un corps déconnecté du réel, enjeu oublié de la résilience
- P13 3.5 – La sécurité civile : une passerelle négligée vers l'engagement

P14 4. Une offre d'engagement partielle et peu lisible pour le grand public

- P14 4.1 Une architecture institutionnelle éclatée et segmentée
- P15 4.2 Un modèle par certains aspects trop rigide et trop descendant
- P15 4.3 Une lacune stratégique persistante

P16 5. Principes d'un engagement structuré moderne

- P16 5.1 Un engagement progressif, structuré par paliers
- P17 5.2 Une hybridation numérique / terrain appuyée par la gamification
- P17 5.3 Une scénarisation immersive mais réaliste
- P18 5.4 Des compétences utiles, transversales et valorisées
- P18 5.5 Un ancrage communautaire et territorial
- P18 Encadré — Le dispositif Volont-R21 : une illustration concrète des propositions du manifeste

P19 6. Structurer l'écosystème de l'engagement civico-opérationnel : recommandations ciblées

- P20 6.1 Reconnaître un parcours civico-opérationnel structuré, lisible et valorisé
- P20 6.2 Soutenir les expérimentations hybrides et à impact
- P22 6.3 Valoriser les compétences acquises et renforcer la lisibilité

P22 7. Conclusion — Refaire société par la résilience citoyenne

- P22 Vers un nouveau pacte civique
- P23 Vers une société résiliente : refonder un lien actif

P23 8. À propos

- P24 À propos de l'auteur
- P24 À propos de ce manifeste

P25 9. Signataires et contributeurs

- P26 Contributeurs de la note stratégique

Introduction

On constate aujourd'hui un **consensus croissant autour de l'idée que la résilience nationale ne pourra se construire sans une mobilisation citoyenne.**

Ce constat traverse aussi bien les discours politiques que les textes stratégiques, les réflexions institutionnelles que les analyses académiques.

- Du côté des institutions, cette orientation est clairement affirmée dans la **Loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (LOPMI, 2023)**, dans la Stratégie nationale de résilience, ou encore dans les documents du **Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN)**.
- **La philosophe Cynthia Fleury**, récemment intégrée au **pôle rayonnement de l'armée de Terre**, défend explicitement cette idée dans une tribune publiée en mai 2025 : « *Face aux souverains grotesques, organisons la résilience citoyenne* », où elle appelle à **refonder les conditions démocratiques de la sécurité, par l'éducation, la solidarité et l'engagement civique.**
- Du côté gouvernemental, **le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a régulièrement rappelé que la résilience ne pouvait être purement institutionnelle**, et qu'elle devait s'ancrer dans les territoires, à travers une mobilisation plus large et plus structurée de la société civile.
- Enfin, au sein des armées, des figures comme le **général Thierry Burkhard, CEMA**, insistent sur la nécessité de **réancrer l'esprit de défense dans la population** : la résilience de demain se construira autant dans les esprits que dans les équipements. Il s'agit de retisser un lien entre citoyens et forces armées, pour une préparation collective face aux menaces hybrides.

Au regard de l'ensemble de ces prises de position, un constat s'impose : la résilience s'inscrit désormais pleinement dans le continuum sécurité-défense, en tant qu'enjeu partagé entre institutions et société civile.

Christian Sommade, Délégué général du Haut Comité Français pour la Résilience Nationale (HCFRN), le rappelle avec clarté :

« *La résilience organisationnelle part de l'analyse de risques, inclut la préparation et la gestion des situations, la continuité et la post-crise sous tous ses aspects. La résilience structurelle s'attache à l'adaptation et à l'anticipation des territoires, infrastructures et populations. Les deux forment la résilience globale qui est un élément essentiel de la défense et de la sécurité nationale.* »

Pourtant, les dispositifs existants censés renforcer cette résilience collective, et plus largement la cohésion nationale, demeurent parcellaires. Ils ciblent essentiellement certaines tranches d'âge ou des publics spécifiques, sans offrir de cadre accessible à l'ensemble de la population active : les mineurs (SNU), les jeunes en difficulté (EPIDE, SMV), ou les citoyens déjà engagés dans des structures existantes (réserves, sécurité civile, associations).

Une résilience nationale crédible suppose pourtant une mobilisation structurée de la population générale, en particulier des générations post-conscription.

Structurée, c'est-à-dire organisée autour de parcours progressifs, accessibles, outillés, et reliés aux dispositifs existants sans s'y confondre. Cela implique de dépasser l'appel à la bonne volonté individuelle pour proposer un cadre lisible et reconnu, capable de transformer une mobilisation diffuse en capacité collective de réponse face aux crises.

Or, faute d'un tel cadre, la majorité de la population — et notamment les adultes en capacité d'agir —

demeure aujourd'hui largement hors champ.

C'est à partir de ce paradoxe qu'est née la présente réflexion.

Fort d'un parcours mêlant expériences éducatives, entrepreneuriales et opérationnelles, passé par la Croix-Rouge française et engagé comme officier de réserve en Gendarmerie ainsi que sapeur-pompier volontaire, le fondateur de 1PACTxp a choisi de consacrer **son mémoire de MBA (Académie Militaire de la Gendarmerie Nationale, 2024-2025)** à cette question.

Ce manifeste, conçu comme une note stratégique structurante, est en partie issue de ce travail et vise à poser un **cadre de réflexion opérationnelle** sur la place des générations post-conscription dans la résilience nationale.

Elle propose une lecture transversale du sujet, une analyse des limites actuelles, et plusieurs **leviers concrets d'action**, dans une logique de complémentarité avec les dispositifs existants.

Cette réflexion trouve notamment ses racines dans une expérience personnelle. Si les ressorts de l'engagement étaient déjà présents chez l'auteur, c'est un événement marquant – l'exposition directe d'un proche aux attentats du Bataclan en novembre 2015 – qui a joué un rôle de catalyseur.

Cette expérience personnelle a révélé à quel point le passage à l'action dépend souvent d'un choc. Et pourtant, cette dynamique n'a rien d'exceptionnel : les grandes vagues d'engagement que connaît notre société, qu'il s'agisse des attentats de 2015 ou de l'invasion de l'Ukraine, s'enracinent fréquemment dans des événements brutaux. Or cette réalité soulève une question de fond : faut-il nécessairement vivre un traumatisme pour se sentir prêt à s'engager ?

Beaucoup partagent ce besoin d'agir, mais ne disposent ni des repères, ni des codes, ni des passerelles institutionnelles pour franchir ce cap. Le constat est simple : **l'intention existe, mais le cadre fait défaut, au moins pour une partie de ces générations post-conscription.**

Or, cela soulève une double limite :

- d'une part, l'absence de cadre suffisamment lisible et structurant pour une partie de ces générations post-conscription empêche bien des volontés latentes de s'exprimer en temps normal ;
- d'autre part, l'entrée dans l'engagement ne devrait pas dépendre de l'occurrence d'un choc collectif ou d'une crise majeure, mais relever d'un choix personnel inscrit dans la continuité des usages, des comportements et des représentations propres à l'individu — en particulier au sein des générations Y et Z.

Les codes institutionnels de l'engagement sont étrangers à nombre de nos concitoyens. L'accès ne va pas de soi : il suppose un minimum de décodage, un climat de confiance, et un accompagnement adapté.

Cette note stratégique part de ce constat : de nombreux citoyens sont disponibles, motivés, prêts à s'engager — mais ils demeurent à distance, faute de repères clairs, de lisibilité des parcours, ou de points d'entrée accessibles dans les dispositifs existants.

Il s'agit désormais **d'atteindre le citoyen là où il se trouve** — dans sa bulle mentale, sociale et numérique —, et de structurer un cadre d'engagement adapté : volontaire, progressif, structurant et inclusif.

1. Contexte et diagnostic stratégique

Contexte

Depuis la suspension du service militaire, la France n'a pas mis en place de dispositif de substitution universel permettant aux jeunes générations de s'engager dans un parcours structurant au service de la nation.

Cette absence de cadre est d'autant plus problématique que les crises contemporaines — sanitaires, climatiques, sécuritaires ou informationnelles — exigent une implication accrue de la société civile dans une logique de résilience nationale.

Hypothèse

Il est possible de faire émerger un **engagement citoyen de nouvelle génération**, adapté aux défis contemporains et aux attentes des générations post-conscription.

Ce champ de l'engagement civique volontaire reste à inventer. Il pourrait prendre des **formes diverses**, selon les contextes et les acteurs impliqués — publiques, privées, associatives ou mixtes — à condition de reposer sur quelques principes partagés : **accessibilité, progressivité, utilité concrète et ancrage collectif**.

Une telle démarche permettrait de combler un vide stratégique persistant, en renforçant à la fois la **capacité d'action individuelle et la cohésion civique**, dans une logique de complémentarité avec les dispositifs existants.

Problème

Les dispositifs existants (JDC, SNU, EPIDE, SMV, SPV, réserves...) restent fragmentés, limités à certaines classes d'âge ou publics spécifiques, parfois sans continuité dans l'engagement et peu adaptés à une mobilisation large, volontaire et intergénérationnelle. La JDC est brève et symbolique ; le SNU s'adresse aux mineurs et demeure sans débouchés clairs ; les EPIDE et le Service Militaire Volontaire (SMV) ciblent des jeunes en difficulté d'insertion ; les réserves exigent une sélection préalable et un niveau d'engagement élevé.

Parallèlement, les générations Y et Z, que l'on regroupe ici sous le terme de "post-conscription", témoignent d'une ambivalence marquée dans leur rapport à l'engagement civique : un besoin réel de contribuer, mais un déficit de repères, de lisibilité et de parcours concrets, ainsi qu'une difficulté à trouver un cadre accessible, progressif et valorisant. La société ne leur propose ni rite de passage, ni montée en compétence civilo-opérationnelle crédible. En l'absence d'une offre structurée, cette énergie reste dispersée, informelle, et rarement connectée aux enjeux de résilience collective.

Objectif de cette note

Présenter une grille de lecture claire sur les enjeux liés à l'absence d'un engagement structuré post-conscription, analyser les freins actuels, et proposer une orientation concrète pour la création d'un **parcours civico-opérationnel moderne**, au croisement de la résilience, de la pédagogie et du continuum sécurité-défense.

2. Risques hybrides et fragmentation sociale : un test pour la résilience nationale

2.1 Des risques en mutation rapide

La société française est confrontée à une **multiplication des menaces**, à la fois traditionnelles et émergentes. Parmi les **menaces traditionnelles**, on retrouve les **pandémies**, qui mobilisent les services de santé et affectent l'ensemble de la société civile ; les **catastrophes naturelles**, de plus en plus fréquentes et intenses sous l'effet du changement climatique ; les **conflits armés conventionnels**, dont le retour en Europe, avec la guerre en Ukraine, a rappelé la réalité géopolitique.

À ces risques identifiables s'ajoutent désormais des **menaces hybrides**, plus difficiles à détecter et à attribuer, mais aux effets potentiellement déstabilisateurs à grande échelle. Ils sont caractérisés par **leur effet de désorganisation ciblée en temps de paix, leur visibilité partielle, et leur combinaison de vecteurs physiques, numériques et psychologiques**. Parmi eux :

- **La guerre informationnelle et cognitive** : diffusion de fausses nouvelles, affaiblissement des repères collectifs, polarisation idéologique, manipulation des affects et des représentations sociales.
- **Les actes de sabotage et les tentatives de déstabilisation** : atteintes aux infrastructures critiques, blocages coordonnés, attaques sur les flux logistiques, actions visant à désorganiser la vie locale ou semer la confusion.
- **Les cyberattaques** : intrusions dans les systèmes informatiques publics ou privés, paralysie temporaire de services essentiels, vol ou altération de données, actions coordonnées à visée stratégique ou psychologique.

Ces menaces, plus diffuses, déplacent la frontière entre temps de paix et situation de crise. **Leur intensité ne réside pas dans l'affrontement militaire direct, mais dans leur capacité à désorganiser les territoires, à affecter les populations et à fragiliser la confiance institutionnelle.**

Elles impliquent une préparation non seulement de l'État, mais aussi de la population. Or, la résilience nationale repose sur un socle sociétal que l'on tend à sous-estimer : la disponibilité d'individus formés, capables d'agir, de se coordonner, et de faire confiance à des structures existantes.

2.2 Une population de plus en plus fragmentée

Cette exigence de résilience collective entre en tension avec un constat plus préoccupant : la **désagrégation du lien social**.

Plusieurs dynamiques convergent :

- Une **individualisation des trajectoires** (Beck, Castel), réduisant les expériences collectives structurantes ;
- Une **archipélisation du territoire social** (Fourquet), marquée par une fragmentation croissante des repères communs, des référentiels culturels et des identités collectives, aboutissant à un

affaiblissement du sentiment d'appartenance à un tout cohérent ;

- Une **érosion de la confiance dans les institutions** (Dubet), et par ricochet, dans les dispositifs publics ;
- Une **polarisation des appartenances** (Elias), qui affaiblit le sentiment d'un "nous" opérationnel.

En temps de crise, cette fragmentation peut se traduire par des réactions désorganisées, une difficulté à créer un consensus d'action, et une multiplication des croyances alternatives.

« Dans un contexte de fragmentation sociale et d'effritement des repères collectifs, la confiance, le soutien mutuel, la réciprocité des échanges, le don et le contre-don deviennent des leviers essentiels de résilience. Ces dynamiques relationnelles, garantes de la qualité des organisations et de la cohésion des groupes, constituent aujourd'hui des paramètres critiques pour affronter les menaces hybrides et les crises de grande ampleur. »

Marc RIEDEL, PhD Sociologie des Organisations, PhD Chronobiologie. Co-fondateur start-up Aum BioSync, Sapeur-Pompier Volontaire

Plus la confiance dans les institutions diminue, plus la perméabilité aux discours complotistes, aux récits de substitution et aux logiques de repli augmente.

Ce phénomène, déjà observé dans les phases de crise sanitaire, constitue un facteur de vulnérabilité supplémentaire pour une société confrontée à des menaces hybrides ou systémiques.

2.3 La résilience collective ne se décrète pas

Les travaux en psychologie et en sociologie de la résilience (Bonanno, Cyrulnik, Bandura, Norris) convergent : **la capacité à faire face collectivement dépend de la préparation en amont**, de la clarté des rôles, et du sentiment d'efficacité des individus.

« La résilience ne se décrète pas : elle se construit, chaque jour, grâce à des projets concrets, des expertises partagées, et une complémentarité entre tous les acteurs. Aussi, notre sécurité nationale repose sur la capacité du pays à mobiliser ses citoyens autour de projets concrets et partagés de résilience. Ce principe de responsabilité distribuée doit être au cœur du modèle français de résilience, trop souvent théorique ou centralisé. »

Christian SOMMADE, Délégué Général du HCFRN.

Autrement dit :

- Une population informée, entraînée et reliée est une ressource stratégique ;
- Une population passive, fragmentée ou méfiante peut devenir un facteur de vulnérabilité.

Ce constat appelle à un effort structurant : refonder une forme d'engagement progressif, préparatoire et civique, apte à renforcer à la fois les compétences individuelles et le tissu collectif.

3. Générations post-conscription : une ressource stratégique encore sous-mobilisée

Dans un contexte de crises systémiques et durables, la résilience nationale ne peut plus reposer uniquement sur les institutions. Elle exige une mobilisation élargie, concrète et structurée de la population. Or, les générations dites «post-conscription», aujourd’hui majoritaires dans la société active, demeurent largement en dehors des dispositifs existants. Leur disponibilité, leur quête de sens, mais aussi certaines vulnérabilités spécifiques, invitent à repenser les formes contemporaines de l’engagement civique.

« La résilience d’une société se mesure à sa capacité à mobiliser l’ensemble de ses forces vives. Il est essentiel de créer des passerelles entre les acteurs publics, privés et associatifs pour construire une culture de l’engagement partagée et durable »

Aurélien DELECROIX

3.1 Une rupture de continuité civique

Depuis la suspension du service national obligatoire en 1997, aucune institution n’est parvenue à proposer un cadre universel et structurant de montée en compétence civique. Les générations Y et Z — désormais largement majoritaires dans la population active — n’ont connu ni rite de passage collectif, ni expérience partagée engageant leur responsabilité dans un cadre national.

La Journée Défense et Citoyenneté (JDC) ne remplit ni une fonction formative, ni une fonction mobilisatrice. Le Service National Universel (SNU), encore en phase d’expérimentation et d’ajustement, peine à mobiliser au-delà de son public cible actuel et reste à ce stade éloigné des enjeux concrets de résilience ou de sécurité civile opérationnelle.

3.2 Une ambivalence face au risque et à l’engagement

Les enquêtes le montrent : les générations post-conscription ne sont pas désengagées par principe.

Ainsi, l’enquête menée par Anne Muxel (Les jeunes et la guerre, 2023) révèle ainsi qu’une majorité de jeunes se disent prêts à s’impliquer pour défendre leur pays, mais dans des formes d’engagement renouvelées, davantage volontaires que contraintes.

Ce constat est éclairé par des entretiens réalisés auprès d’experts institutionnels et de praticiens (officiers, formateurs, chercheurs), ainsi que par de nombreux échanges menés en parallèle avec de jeunes adultes, des réservistes et des sapeurs-pompiers volontaires¹.

Tous font apparaître une disponibilité latente à l’action, souvent freinée par :

- un manque de lisibilité des parcours d’engagement disponibles ;
- une peur de ne pas être à la hauteur (techniquement, physiquement, symboliquement) ;
- une désaffiliation progressive vis-à-vis des institutions classiques ;
- une absence de reconnaissance formelle des efforts déjà fournis dans des engagements informels.

Ce n’est pas une génération indifférente, mais une génération sans interface adaptée à son profil, à ses codes, à son rythme.

¹ Aurélien Delecroix, Les générations post-conscription face aux enjeux du continuum de sécurité-défense, mémoire de MBA Sp Management de la Sécurité, Académie Militaire de la Gendarmerie Nationale, 2025.

3.3 Une demande de cadre souple, exigeant et progressif

Ce qui ressort, c'est la demande implicite d'un engagement accessible, crédible, et structurant, reposant sur quelques principes simples :

- Un parcours par paliers, sans condition d'entrée, avec des étapes de progression claires ;
- Des contenus utiles et concrets, avec des savoir-faire mobilisables en situation réelle (secourisme, orientation, autonomie...) ;
- Une reconnaissance formelle, valorisable dans la vie personnelle, associative ou professionnelle.

Cette demande est d'autant plus forte qu'elle entre en résonance avec une société traversée par l'incertitude. Le besoin de repères, d'action, et de communauté structurée ne relève pas d'un retour au passé, mais d'une adaptation lucide aux défis du présent.

Dans un monde où les crises sont de plus en plus fréquentes, systémiques et durables, il n'est plus tenable d'avoir une partie entière de la population exclue de toute préparation civique concrète.

Les générations post-conscription, faute de cadre lisible, sont à la fois disponibles et sous-mobilisées. Or, leur engagement, même partiel ou échelonné, constitue une ressource stratégique.

« Pour répondre aux défis de demain et aux tensions croissantes en matière de recrutement, notamment dans la sécurité civile, il faut ouvrir largement les portes de l'engagement. En créant des passerelles claires, accessibles et valorisantes, nous donnons à chacun les moyens de s'impliquer concrètement au service des autres »

Général 2S Joël PRIEUR

3.4 – Un corps déconnecté du réel, enjeu oublié de la résilience

Chez les générations post-conscription, la sédentarité, la surexposition numérique et la raréfaction des activités physiques intenses ont profondément modifié le rapport au corps. Le terrain, l'effort, l'exposition à l'imprévu sont devenus marginaux dans la vie quotidienne. Ce retrait progressif du corps du champ de l'expérience concrète affaiblit la capacité d'agir en situation de crise, alors même que l'adaptation physique constitue un ressort essentiel de la résilience individuelle.

« La résilience, d'abord issue de la physique, s'est étendue à la psychologie, aux organisations et à la gestion de crise. La perspective biologique ne doit cependant pas être négligée, qu'il s'agisse de la physiologie, des rythmes biologiques ou du sommeil. Intégrer ces paramètres pour renforcer l'adaptation des individus et des groupes est un levier essentiel pour qu'une société soit capable de faire face aux crises et d'assumer la couverture des risques liés à son fonctionnement »

Marc RIEDEL, PhD Sociologie des Organisations, PhD Chronobiologie. Co-fondateur start-up Aum BioSync, Sapeur-Pompier Volontaire

Pourtant, les dimensions biologiques et psychocorporelles de la résilience sont encore largement sous-investies par les politiques publiques, au profit d'approches organisationnelles ou territoriales. De nombreux travaux soulignent l'importance de la régulation corps-esprit face au stress, ainsi que le rôle stratégique

des compétences physiques élémentaires — se déplacer, secourir, endurer — dans toute réponse efficace à une situation dégradée. Il ne s'agit pas ici de performance, mais d'une réhabilitation du corps comme ressource, dans une approche progressive, accessible et valorisante. Une résilience citoyenne crédible passe aussi par des corps réengagés.

3.5 – La sécurité civile : une passerelle négligée vers l'engagement

Le rapport des jeunes générations à la sécurité civile reflète une double dynamique préoccupante : d'un côté, une baisse continue des vocations dans les associations agréées de sécurité civile et parmi les sapeurs-pompiers volontaires ; de l'autre, une méconnaissance des gestes élémentaires de secours, symptôme d'une faible acculturation au risque.

« En France, 50 000 arrêts cardiaques ont lieu chaque année. Le taux de survie est de 5 %, contre 40 % en Norvège, la faute à un manque de personnes certifiées qui ne peuvent pas assister les victimes. »

Emmanuel Bourcet, cofondateur de la start-up D'un Seul Geste

Pourtant, la sécurité civile constitue un levier d'engagement concret, immédiatement utile et profondément structurant. Elle offre un terrain d'action adapté aux attentes des jeunes générations : ancré dans le réel, non idéologisé, porteur de sens. Encore faut-il repenser ses modalités de diffusion.

Il devient urgent de développer une stratégie d'acculturation civique fondée sur des formats hybrides et agiles : enseignement numérique, mises en situation immersives, stages courts, pratiques régulières ancrées localement.

« Les formations immersives aux gestes de secours, basées sur la réalité virtuelle, permettent de plonger les stagiaires dans des situations réalistes, de susciter des émotions et ainsi de mieux ancrer les réflexes salvateurs. »

Général Bernard Perico, ancien commandant de la BSPP et cofondateur de D'un Seul Geste

Intégrer la culture du secours, de la prévention et de l'action civique dans un parcours progressif d'engagement permettrait de faire de la sécurité civile l'un des piliers d'un modèle opérationnel de résilience citoyenne.

Le défi ne réside pas dans un manque de volonté, mais dans l'absence d'un cadre structurant et accessible permettant aux citoyens de s'engager concrètement. Ce manque d'interface adaptée explique en partie la sous-mobilisation des générations post-conscription.

Or, une résilience citoyenne crédible suppose aussi des corps capables d'agir. Dans un contexte de sédentarité croissante et de fragilité psychique, il est indispensable de réintégrer la dimension physique — souvent négligée — comme levier d'adaptation. Endurer, se déplacer, secourir : autant de compétences simples mais fondamentales, qui devraient faire partie intégrante d'un parcours de montée en compétence civique.

La sécurité civile, elle aussi, constitue un levier concret encore sous-exploité. Faiblement diffusée et souvent cantonnée à des formations ponctuelles, elle pourrait pourtant devenir l'un des piliers d'un engagement progressif, valorisant et immédiatement utile. En s'appuyant sur des formats hybrides — enseignement numérique, mises en situation, stages de terrain —, il devient possible de bâtir un continuum agile et territorialement ancré, à la hauteur des enjeux.

► **La question n'est donc pas seulement sociale ou éducative : elle est sécuritaire.**

Car à l'instabilité des trajectoires individuelles s'ajoute désormais l'instabilité croissante de l'environnement global — un environnement marqué par des risques hybrides, diffus et persistants, auxquels aucune société ne peut répondre sans une mobilisation civique plus large.

Cette tension appelle la construction d'un pacte civique moderne : un engagement volontaire, progressif et reconnu, qui permettrait à chacun de contribuer concrètement à la résilience collective, sans passer initialement par les dispositifs militaires ou professionnels existants. Ce pacte reposerait sur trois piliers : accessibilité, montée en compétence, et reconnaissance. Il offrirait une voie médiane, adaptée aux attentes des générations post-conscription, et alignée sur les enjeux de souveraineté intérieure.

4. Une offre d'engagement partielle et peu lisible pour le grand public

4.1 Une architecture institutionnelle éclatée et segmentée

Les dispositifs d'engagement citoyen actuellement en vigueur en France relèvent de logiques diverses, portées par des institutions différentes, sans articulation structurée entre elles. **Ils s'adressent à des publics restreints, selon des critères d'âge, de situation ou de profil**, ce qui les rend inopérants pour une mobilisation civique large et volontaire.

- La **Journée Défense et Citoyenneté (JDC)**, obligatoire mais réduite à une seule journée, n'offre ni contenu formateur approfondi, ni suite concrète.
- Le **Service National Universel (SNU)** cible uniquement les mineurs (15-17 ans), sur une base partiellement volontaire, et reste peu lisible en matière de débouchés.
- L'**Établissement pour l'insertion dans l'emploi (EPIDE)** et le **Service Militaire Volontaire (SMV)** s'adressent à des jeunes en difficulté, dans une logique d'insertion sociale, et non de préparation civique générale.
- Les **réserves militaires et civiles** exigent un engagement soutenu, des conditions d'admission précises, et un niveau de disponibilité que tous ne peuvent assumer.
- Le **bénévolat associatif**, bien que riche et diversifié, demeure morcelé, sans trame commune ni lien direct avec les enjeux de sécurité ou de résilience à quelques exceptions près.

Résultat : il n'existe **aucun parcours lisible et accessible** permettant à n'importe quel citoyen volontaire de s'engager de manière progressive, crédible et utile au sein d'un dispositif civico-opérationnel national.

4.2 Un modèle par certains aspects trop rigide et trop descendant

Les formats proposés aujourd'hui peinent à s'adapter aux attentes des générations post-conscription.

Quatre freins principaux émergent :

- **Des conditions d'entrée dissuasives** : Les dispositifs existants supposent souvent une sélection, une forte disponibilité, ou un engagement immédiat dans un cadre contraignant. Pour beaucoup, cette marche initiale trop haute freine tout passage à l'acte. Mais le problème est souvent plus profond : **les codes de l'engagement institutionnel leur sont étrangers**. La marche paraît trop haute, non seulement en termes pratiques, mais aussi en termes culturels ou symboliques. Cette distance freine le passage à l'acte : faute de lisibilité, de repères ou de médiation, des citoyens pourtant disponibles restent à l'écart.
- **Un manque de progressivité** : La plupart des dispositifs fonctionnent sur un mode binaire — on s'engage ou on ne s'engage pas. Il existe **peu d'espaces intermédiaires** pour « essayer », se tester, s'approprier progressivement les codes et les savoir-faire nécessaires. Cette absence d'échelonnement nuit à l'inclusion de profils hésitants ou peu familiers des codes institutionnels, qui pourraient pourtant évoluer vers un engagement plus solide si une dynamique par étapes leur était proposée.
- **Une absence de reconnaissance** : Les premières formes d'engagement ne sont pas suffisamment valorisées, ni dans la sphère professionnelle, ni dans les parcours de formation. Ce manque de **visibilité institutionnelle et de reconnaissance formelle** affaiblit l'attractivité de ces initiatives, en particulier pour les jeunes adultes en recherche de sens, mais aussi de valorisation concrète sur leur CV ou dans leur environnement social.
- **Une pédagogie encore descendante et cloisonnée** : Les formats actuels mobilisent peu les outils numériques interactifs. Et quand ces supports existent, ils ne sont accessibles **qu'à ceux déjà intégrés dans un parcours**, limitant leur effet déclencheur auprès des publics non engagés.

L'innovation pédagogique reste marginale sur ces formats, alors même que les générations connectées attendent des contenus plus dynamiques, immersifs, interactifs. Cette pédagogie cloisonnée, peu en phase avec les usages contemporains, **peine à susciter l'adhésion en amont**, là où l'effet levier serait le plus utile.

Cette rigidité globale contribue au décrochage :

Beaucoup ne se reconnaissent pas dans les cadres existants, soit parce qu'ils les jugent inaccessibles ou dépassés, soit parce qu'ils n'en perçoivent pas l'utilité concrète.

4.3 Une lacune stratégique persistante

Ce vide crée un paradoxe.

Le besoin d'engagement existe, y compris chez des individus extérieurs aux circuits classiques de l'État ou des armées. Mais aucune offre structurée, accessible et crédible n'est aujourd'hui disponible pour canaliser ce besoin.

Conséquences :

- Des trajectoires d'engagement informelles, souvent discontinues, parfois invisibilisées.
- Un gâchis de compétences et d'énergie mobilisable.
- Un affaiblissement du lien entre l'individu et la collectivité dans un contexte où la sécurité repose aussi sur la population.

La réponse ne semble être ni un retour à la conscription, ni une déresponsabilisation complète. Elle se trouve dans la création d'un nouveau parcours d'engagement volontaire, adapté aux réalités contemporaines et aux attentes des nouvelles générations.

5. Principes d'un engagement structuré moderne

Face à l'angle mort identifié dans les dispositifs existants, il devient nécessaire de définir les contours d'un modèle d'engagement **civico-opérationnel intermédiaire**. Ce modèle n'a pas vocation à se substituer aux dispositifs en place, mais à compléter le paysage, en offrant **un parcours accessible, crédible et progressif**, à destination de celles et ceux qui souhaitent contribuer activement à la résilience nationale sans intégrer une structure statutaire.

Ce modèle se veut **ouvert et fédérateur**. Il pourra agréger dans un même cadre plusieurs initiatives convergentes : formations portées par des startups, par des acteurs associatifs, ou encore par des institutions. À terme, il peut constituer **un véritable écosystème de l'engagement utile**, autour de valeurs communes et de compétences mobilisables en cas de crise.

Ces principes s'inspirent directement de l'exemple porté par le dispositif **Volont-R21**, conçu comme un modèle du genre en matière d'engagement civico-opérationnel. Ce programme associe pédagogie immersive, scénarisation réaliste et reconnaissance progressive des compétences, dans une logique de montée en responsabilité adaptée aux attentes contemporaines.

5.1 Un engagement progressif, structuré par paliers

Un engagement durable repose sur la **clarté du chemin à parcourir**.

Le modèle proposé repose sur une logique de montée en compétence par étapes, sans prérequis, avec des seuils progressifs de responsabilité et d'autonomie :

- **Phase 1 – Sensibilisation et auto-évaluation** : diagnostic personnel (quizz, mise en situation, repérage des compétences).

- **Phase 2 – Formation initiale à distance** : modules numériques interactifs, format court, orientés sur les fondamentaux (secourisme, orientation, autonomie, esprit de défense...).
- **Phase 3 – Expérience terrain encadrée** : stage immersif court, en équipe, dans un cadre simulé ou semi-opérationnel.
- **Phase 4 – Engagement continu ou passerelle** : intégration dans une communauté, orientation possible vers des réserves, du bénévolat, ou un engagement de plus long terme.

Ce type de parcours ne vise pas à militariser la société, mais à l'équiper pour faire face comme le souligne le **Colonel Philippe Baillé** :

« L'enjeu n'est pas d'imposer un uniforme, mais de proposer un cap.

Si nous ne donnons pas à cette génération les outils de l'engagement, d'autres le feront à notre place. »

5.2 Une hybridation numérique / terrain appuyée par la gamification

Le modèle proposé ne repose pas sur une pédagogie classique descendante.

Il mobilise une hybridation volontaire entre :

- des outils numériques (plateforme mobile, quizz, tutoriels, cartes, modules),
- et une expérience réelle (contact humain, terrain, effort, cohésion).

Cette double approche **répond aux codes d'apprentissage actuels** : autonomie, interactivité, sens concret. Elle permet aussi à différents opérateurs d'intervenir selon leurs spécialités (app mobile, terrain, mentoring...).

La gamification joue ici un rôle essentiel : en introduisant des mécaniques ludiques (défis, progression, récompenses symboliques), elle stimule l'engagement et l'assiduité des participants. Elle favorise une montée en compétence progressive, sans intimidation, et transforme l'apprentissage en mission motivante.

« Pour toucher les générations Y et Z, il faut sortir des formats rigides. La gamification, lorsqu'elle est bien pensée, ne dénature pas l'engagement : elle le rend plus accessible, plus progressif, plus incarné. C'est un levier puissant pour faire entrer le citoyen dans une dynamique de résilience sans l'effrayer, en valorisant la montée en compétence. »

Colonel Arnaud de Peretti

5.3 Une scénarisation immersive mais réaliste

Le caractère immersif repose sur une mise en contexte **crédible et responsabilisante** des apprentissages, dans un environnement simulé mais plausible (ex. : situation de crise territoriale, scénario de désorganisation locale, afflux de blessés, black-out temporaire...).

Cette scénarisation permet :

- d'ancrer les savoir-faire dans une situation,
- de renforcer l'engagement affectif sans idéologisation,
- de créer un effet de cohésion par l'épreuve partagée.

5.4 Des compétences utiles, transversales et valorisées

Le contenu pédagogique est défini selon un double critère :

- **Utilité personnelle** : gestion du stress, premiers secours, capacités d'adaptation, orientation...
- **Utilité collective** : capacités d'appui, de relais, de mobilisation en cas de crise.

Ces compétences font l'objet d'une valorisation formelle et interoperable :

- système d'open badges,
- attestations normées,
- potentielle intégration dans le référentiel de certification des compétences transversales.

5.5 Un ancrage communautaire et territorial

L'engagement ne prend sens que s'il s'inscrit dans un cadre collectif.

Le modèle proposé repose sur :

- la tenue d'événements collectifs (stages, mises en situation, rituels) ;
- la reconnaissance par les élus et les institutions de terrain, pour éviter l'effet de vase clos ou d'entre-soi.

Le dispositif Volont-R21 : une illustration concrète des propositions du manifeste

Volont-R21 est une initiative citoyenne portée par la start-up 1PACTxp, conçue pour structurer une montée en engagement civico-opérationnel à destination des générations post-conscription.

L'initiative Volont-R21 reprend l'ensemble des principes développés dans ce parcours civico-opérationnel structuré.

Le dispositif repose ainsi sur une triple articulation :

1. **Une plateforme numérique** d'auto-évaluation, de préparation et de progression, pensée comme un déclencheur de l'engagement ;
2. **Un stage immersif de terrain**, en environnement simulé, combinant pédagogie active, mises en situation tactiques et esprit d'équipe ;
3. **Une communauté post-formation**, permettant la consolidation des acquis, l'entraînement continu et l'orientation vers d'autres formes d'engagement (réserves, sécurité civile, bénévolat).

La scénarisation, inspirée des serious games et des exercices de gestion de crise, permet de stimuler à la fois la motivation, l'identification et la capacité d'action. **Les recherches sur les serious games ont montré leur efficacité pour renforcer l'apprentissage actif, la motivation intrinsèque, la mémorisation et le transfert des compétences dans des contextes complexes.**

Sa structuration repose sur plusieurs cadres théoriques et scientifiques solides :

- La **théorie de l'engagement progressif** (Kiesler, Joule & Beauvois), mobilisée pour favoriser une adhésion croissante par paliers successifs, sans contrainte initiale forte.
- La **théorie du comportement planifié** (Ajzen), utilisée comme grille de lecture transversale pour agir sur les trois leviers de l'engagement : les attitudes personnelles, les normes sociales perçues et le contrôle comportemental perçu.
- Les apports de **Bandura** sur l'**auto-efficacité**, mobilisés pour renforcer la confiance individuelle dans la capacité à faire face à des situations complexes.
- Les travaux de **Thayer & Lane (2000)** et **Porges (2011)** sur l'**activation parasympathique** et la **cognition incarnée**, qui fondent les dimensions biologiques de la résilience en contexte stressant.
- Les recherches en **psychologie morale et sociale** (Haidt, 2012), qui mettent en lumière le rôle des fondements moraux dans la motivation à s'engager pour des causes collectives.

Volont-R21 ne relève pas d'une logique de militarisation, mais d'une hybridation entre utilité civique et expérience immersive. Il s'appuie sur un tronc commun de compétences clés (secourisme, Préparation Physique Opérationnelle, gestion de crise, orientation, esprit de défense) et sur une pédagogie gamifiée pour susciter l'adhésion, développer les bons réflexes, et favoriser la cohésion.

En cela, R21 préfigure concrètement les propositions de ce manifeste : il incarne la possibilité pour une initiative privée, fondée sur une approche scientifique rigoureuse, de contribuer à la structuration d'un engagement civique distribué, agile et scalable. Il pourrait s'inscrire pleinement dans une stratégie nationale autour d'un label "citoyen résilient", d'une plateforme de reconnaissance et d'un tronc commun de compétences mobilisables en cas de crise.

6. Structurer l'écosystème de l'engagement civico-opérationnel : recommandations ciblées

Les constats développés dans ce manifeste appellent une réponse concrète, réaliste et expérimentable. Il ne s'agit pas ici de redéfinir une politique publique entière, mais de soutenir l'émergence d'un **modèle d'engagement intermédiaire**, à même de renforcer la résilience de la population sans militarisation, ni lourdeur administrative.

Ce modèle peut reposer sur **trois leviers structurants**.

6.1 Reconnaître un parcours civico-opérationnel structuré, lisible et valorisé

Vers un label “citoyen résilient” inscrit dans le continuum sécurité-défense

Il est nécessaire d’identifier et de légitimer un parcours civico-opérationnel intermédiaire, pensé pour les citoyens souhaitant contribuer activement à la résilience nationale sans intégrer une réserve opérationnelle ou un cadre statutaire contraignant. Ce parcours doit être lisible, modulaire, progressif et reconnu.

Ce cadre pourrait s’appuyer sur :

- Une **charte nationale** définissant les étapes, les principes pédagogiques, les objectifs communs (autonomie, secours, esprit de défense) et les critères d’évaluation ;
- À l’image du passeport prévention et dans la continuité du passeport du civisme déployé auprès des collégiens et lycéens, un « **passeport résilience citoyenne** » pourrait être délivré à l’issue de parcours variés tels que le SNU, le service civique, ou des formations qualifiantes dispensées par des acteurs publics ou privés (secourisme, gestion de crise, e-learning EdTech). Il permettrait de reconnaître des compétences utiles face aux crises, tout en renforçant le continuum entre engagement civil, sécurité et défense.
- Une **interopérabilité explicite** avec les autres formes d’engagement existantes : réserves, sécurité civile, monde associatif, services publics en cas de crise.

Ce label aurait une triple fonction :

- Reconnaître officiellement des compétences utiles à la résilience ;
- Encadrer la qualité des formations proposées, via un processus de labellisation des opérateurs ;
- Favoriser les passerelles vers d’autres formes d’engagement, dans une logique de continuum sécurité-défense.

Inspiré de modèles nordiques, ce parcours permettrait de fédérer des initiatives diverses, tout en assurant une cohérence nationale sous pilotage de l’État. Il constitue une réponse concrète à l’attente d’un engagement utile, concret, et reconnu — sans militarisation ni lourdeur administrative.

6.2 Soutenir les expérimentations hybrides et à impact

Accélérer les projets démonstrateurs de résilience citoyenne

Les entreprises qui développent des solutions contribuant à la résilience citoyenne – qu’il s’agisse de **formation au secourisme**, de sensibilisation aux risques, de renforcement du lien civique ou de préparation aux crises – représentent aujourd’hui un levier stratégique encore sous-valorisé.

Leur capacité à innover, à mobiliser des publics variés et à s’ancrer localement en fait des **acteurs structurants d’une résilience distribuée** sur l’ensemble du territoire.

Constat

Malgré un affichage favorable à la résilience dans plusieurs politiques publiques (notamment le PNRR, France 2030 ou les dispositifs de l'ANCT), **aucune stratégie de financement cohérente et ciblée ne soutient à ce jour les entreprises engagées dans la résilience citoyenne.**

Le fléchage budgétaire reste souvent orienté vers la transition écologique, la santé ou l'éducation numérique, **sans reconnaissance claire du rôle que peuvent jouer ces entreprises dans le continuum sécurité-défense.**

Ce contraste est d'autant plus marqué que la Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) bénéficie de dispositifs de soutien spécifiques, reconnus et abondés, à juste titre, pour consolider notre autonomie stratégique.

En revanche, les entreprises de la résilience citoyenne – qu'elles interviennent dans la formation au secourisme, la culture du risque ou l'engagement civique – restent largement en marge des dispositifs de financement ciblés, alors même qu'elles participent à la solidité du front intérieur en cas de crise.

Recommandations

Pour permettre à ces projets d'atteindre une masse critique et de s'essaimer à l'échelle nationale, un soutien ciblé est nécessaire. Cela passe par :

- **Des appels à projets dédiés** (France 2030, SGDSN, ANCT...) **explicitement fléchés vers la résilience citoyenne**, et non confondus avec des thématiques trop larges comme « cohésion » ou « engagement » ;
- **La création de nouvelles subventions ciblées, ou l'adaptation des dispositifs existants**, afin de prioriser les projets démontrant un impact concret et mesurable en matière de culture du risque, d'éducation civique ou de mobilisation citoyenne en contexte de crise ;
- La **mise à disposition** encadrée de ressources publiques dans le cadre de **partenariats structurants avec les ministères concernés et les collectivités territoriales**, afin de permettre l'expérimentation, la montée en puissance et l'essaimage des projets à impact.
- **Une intégration dans les stratégies publiques territoriales**, via labellisation, reconnaissance officielle, ou conventions permettant à ces projets de devenir des **relais opérationnels au service de la résilience nationale.**

Ces initiatives relèvent souvent de la **Civic Tech** ou de **l'innovation sociale appliquée à la sécurité**. À l'image des modèles nordiques (Minerva au Danemark, Resiliensamfunnet en Norvège), elles peuvent devenir des **briques concrètes d'une stratégie nationale décentralisée de résilience.**

Le dispositif proposé par 1PACTxp illustre pleinement cette dynamique : conçu comme un parcours complet mêlant **application numérique, formation immersive sur le terrain, et communauté engagée**, il est **duplicable, immédiatement mobilisable, et interopérable avec les acteurs publics.**

6.3 Valoriser les compétences acquises et renforcer la lisibilité

L'attrait des jeunes générations pour ce type d'engagement dépend aussi de la **valorisation concrète des acquis** :

- **Système d'open badges** adossé à des référentiels reconnus.
- **Intégration progressive dans la VAE, le CPF ou les référentiels des fonctions publiques.**
- **Valorisation symbolique** par les élus locaux, les préfetures, les SDIS, etc.

En combinant reconnaissance institutionnelle, utilité personnelle et impact collectif, ce type de parcours devient un levier d'engagement durable.

7. Conclusion — Refaire société par la résilience citoyenne

L'engagement structuré n'est pas un luxe, mais une condition de souveraineté intérieure.

Dans un monde marqué par l'instabilité, les menaces hybrides et la fragmentation sociale, une société qui ne donne pas à ses citoyens les moyens concrets de contribuer à sa résilience s'expose à une vulnérabilité profonde — non seulement sécuritaire, mais aussi civique et symbolique.

Ne pas structurer cet engagement aujourd'hui, c'est prendre le risque de laisser une génération prête à contribuer se tourner vers des voies désaffiliées, voire concurrentes de la cohésion nationale.

Les générations post-conscription n'ont pas déserté l'idée d'engagement. Ce qui leur fait défaut, ce n'est ni la volonté d'agir, ni le sens de l'intérêt général. C'est l'existence d'un cadre clair, progressif et crédible, leur permettant de contribuer à la sécurité collective, en dehors des situations d'exception ou des formats professionnels.

L'absence de ce cadre constitue un angle mort des politiques publiques. Elle engendre un double déficit :

- Un déficit de résilience, dans un contexte de montée des menaces hybrides ;
- Un déficit de lien, dans une société fragmentée, où le sentiment d'appartenance ne peut plus reposer sur les seuls symboles ou souvenirs partagés.

Vers un nouveau pacte civique

Ce pacte civique pourrait prendre la forme d'un **label "citoyen résilient"**, accessible à toute personne ayant suivi un parcours structuré, utile, et validé. Porté par l'État et reconnu nationalement, il constituerait **le socle symbolique et opérationnel** de cet engagement civico-opérationnel de nouvelle génération. Il permettrait de **valoriser publiquement les compétences acquises**, de garantir la qualité des formations suivies, et de créer des passerelles concrètes vers d'autres formes d'engagement, sans militarisation.

« Une nation résiliente ne se décrète pas : elle se construit par l'engagement structuré de ses citoyens. »

Général de division (2S) Joël Prieur, secrétaire général du Conseil national de protection civile

À l'instar de certains dispositifs finlandais ou scandinaves, ce label incarnerait **une nouvelle manière de penser la défense nationale** : inclusive, distribuée, fondée sur la montée en compétence progressive des citoyens. Il donnerait sa légitimité à un engagement volontaire utile, dans une logique d'**activation civique structurée**.

Ce cadre n'a pas besoin d'être inventé ex nihilo : il peut s'appuyer sur des acteurs déjà engagés, des formats éprouvés, et un tissu de citoyens prêts à faire face ensemble.

Vers une société résiliente : refonder un lien actif

La résilience citoyenne ne se limite pas à une posture de gestion de crise. Elle engage une manière de faire société. En permettant à chacun de contribuer concrètement à la sécurité collective, elle recrée du lien : entre citoyens, entre générations, entre institutions et terrain.

Dans un contexte de délitement des repères collectifs, les formes d'engagement civico-opérationnel offrent une voie pour retisser ce lien. Elles permettent de sortir d'une logique descendante ou strictement mémorielle pour proposer un cadre d'action tangible, lisible et accessible.

Refaire société par la résilience, c'est proposer un nouveau pacte : une citoyenneté active, ancrée, capable de faire face. Ce pacte suppose un cadre clair, une reconnaissance réelle, et un décloisonnement des initiatives. Il ne s'agit pas de réactiver les modèles du passé, mais d'inventer une réponse adaptée aux défis du présent, en phase avec les aspirations et les pratiques contemporaines.

La réponse ne réside ni dans un retour au modèle militaire classique, ni dans l'élargissement informel du bénévolat. Elle passe par l'émergence d'un engagement civico-opérationnel structuré, réaliste et mobilisateur — un engagement de transition, pour une société en transition.

Ce modèle peut exister. Les volontés sont là.

Il reste à leur donner un cadre commun, lisible et structurant.

Ce manifeste, à la fois constat lucide et proposition stratégique, propose des éléments pour y parvenir.



À propos de l'auteur

Aurélien Delecroix est un entrepreneur engagé, officier de réserve en Gendarmerie et sapeur-pompier volontaire. Il est le fondateur de la start-up **1PACTxp**, à l'origine du dispositif **Volont-R21**, qui articule formation immersive, engagement civique et innovation technologique.



Il associe une **culture de l'innovation** à une **compréhension fine des enjeux de résilience collective**. Diplômé du **MBA spécialisé en Management de la Sécurité** de l'**Académie Militaire de la Gendarmerie Nationale (AMGN)** (promotion 2024/2025), il développe une **approche intégrée de la sécurité**, fondée sur l'hybridation des apports théoriques (psychologie sociale, gestion de crise, engagement progressif) et de l'expérience de terrain.

Éducateur spécialisé de formation, il a travaillé au contact direct des réalités sociales notamment au sein de la Croix Rouge Française, développant une solide expérience de la transmission et de la mobilisation de publics souvent éloignés des institutions. Son parcours mêle ainsi **expertise de terrain** et **réflexion stratégique** sur les leviers contemporains de la cohésion sociale.

À travers ses travaux et Volont-R21, il milite pour une **redéfinition inclusive, moderne et exigeante de l'engagement**, accessible à tous les citoyens.

À propos de ce manifeste

Ce manifeste s'appuie sur les principaux enseignements d'un mémoire de fin d'études du MBA spécialisé « Management de la Sécurité » (promotion 2024–2025), réalisé à l'Académie Militaire de la Gendarmerie Nationale (AMGN).

Le mémoire complet, intitulé « Les générations post-conscription face aux enjeux du continuum de sécurité-défense », peut être consulté sur demande.

L'auteur remercie l'ensemble des intervenants, experts, réservistes et volontaires ayant nourri sa réflexion.

Ce manifeste a été conçu dans une **démarche indépendante**. Elle **ne représente ni une position institutionnelle, ni une opération commerciale**, mais entend contribuer de manière constructive à la réflexion nationale sur l'**engagement civique** et la **résilience citoyenne**.

Elle peut être **librement diffusée et citée**, sous réserve d'en mentionner la source.

Visuel de couverture généré par IA – prompt original disponible sur demande.

Pour en savoir plus ou prendre contact : aurelien@1pactxp.fr

« On ne résout pas une crise de société par une injonction au courage. Il faut bâtir des cadres d'engagement à la hauteur de notre époque. Construire une nation résiliente commence par donner à chacun les moyens de contribuer. »

Aurélien DELECROIX

9. Signataires et contributeurs

L'équipe 1PACTxp

Martial BOULESTEIX

Ingénieur logiciel, fondateur de start-up tech, officier de réserve en Gendarmerie, il conçoit des outils numériques pour les services d'urgence.

Fabien COUSSEAU

Expert en gestion de crise et fondateur de Terrains Connus, il conçoit des formations mêlant pédagogie active et action de terrain.

Antoine ACHARD

Doctorant en sciences de gestion (Sorbonne), officier réserviste en gendarmerie, passionné des activités outdoor.

Guillaume WEBRE

Ex-directeur M&A chez Decathlon, entrepreneur et sapeur pompier-volontaire.

Phébé RACAT

Cheffe de projet expérimentée, spécialisée dans le pilotage de projets innovants et le développement produit.

Signataires

Christian Sommade

Diplômé en droit public (DESS Défense, il est Délégué Général du Haut Comité Français pour la Résilience Nationale (HCFRN) depuis plus de 25 ans, qu'il a érigé en think tank référent sur la résilience, la gestion de crise et la protection des populations. Il a également œuvré au développement de l'industrie française des risques NRBC aux États-Unis, puis a œuvré chez Cegelec sur la sécurité des infrastructures. Expert reconnu de la sécurité nationale et de la résilience tant organisationnelle que structurelle, Christian Sommade œuvre à créer des passerelles entre État, collectivités, entreprises et société civile afin de renforcer tous les acteurs publiques et privées dans la préparation et la capacité à gérer les situations d'exceptions.



Général de Division (2S)

Joël PRIEUR

Ancien commandant de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris, le général Joël Prieur a effectué une carrière de 37 ans dans l'armée de Terre, entre responsabilités opérationnelles et fonctions de haut encadrement. Aujourd'hui secrétaire général du Conseil national de protection civile, il s'investit depuis de nombreuses années dans la réflexion sur l'engagement citoyen, notamment au sein du CNPC et plus récemment dans le cadre des travaux du Beauvau de la sécurité civile. Il agit en faveur de la diffusion des gestes qui sauvent et de la reconnaissance des acteurs locaux comme maillons essentiels de la résilience territoriale.



Général de Corps d'Armée (2S)

Bernard PERICO

Général de Corps d'armée, Saint-Cyrien et ingénieur Supélec, spécialiste de la gestion des opérations de secours aux populations pendant 10 ans, puis commandant de la Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris pendant 4 ans. Il cofonde la startup D'un Seul Geste en 2018 pour améliorer la formation des Français aux gestes de premiers secours.



Marc RIEDEL

Enseignant en Management et Santé et sécurité au travail à Arts et Métiers Paristech, titulaire de deux doctorats (sociologie et chronobiologie) et sapeur-pompier volontaire, Marc Riedel est également l'un des fondateurs de AUM Biosync, entreprise du numérique développant des solutions permettant d'améliorer la résilience et la fiabilité des métiers à horaires atypiques et à haute intensité, en particulier les métiers de la sécurité et de la défense civile. Son parcours mêle recherche appliquée, terrain opérationnel et entrepreneuriat à impact.

Emmanuel BOURCET

Entrepreneur social et cofondateur de D'un Seul Geste, Emmanuel Bourcet s'est donné pour mission de démocratiser la formation aux gestes de premiers secours. Après 15 ans dans les industries culturelles, il s'engage en 2018 pour répondre à un enjeu de santé publique : améliorer le taux de survie aux arrêts cardiaques grâce à une formation plus accessible et immersive, via la réalité virtuelle.



Jean-Raphaël NOTTON

Entrepreneur engagé dans les secteurs de la santé et de la protection sociale, Jean-Raphaël Notton est président du groupe « Participations Sanitaires et Sociales ». Il est cofondateur du groupe « Autonomic », qui organise des salons dédiés à l'autonomie et à l'inclusion des personnes en situation de handicap. Ancien président de l'Union-IHEDN, il œuvre depuis de nombreuses années à la promotion de l'engagement civique et de la résilience, en facilitant les synergies entre acteurs publics, privés et associatifs.

Contributeurs de la note stratégique

Colonel

Philippe BAILLÉ

Officier supérieur de l'armée de Terre, il a débuté sa carrière au 17^e régiment du génie parachutiste avant d'occuper plusieurs postes en opérations extérieures. Il a ensuite exercé comme commandant de groupement à la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris. Aujourd'hui en poste à l'État-Major des Armées, il est engagé sur les enjeux d'anticipation stratégique, de planification et d'orientations et est reconnu comme spécialiste des crises, de la planification opérationnelle, de la communication stratégique et de la lutte informationnelle.



Colonel

Arnaud DE PERETTI

Officier supérieur au sein du Commandement du Combat Futur (CCF), chef du Bureau d'Etudes de la Société en Guerre. À titre personnel, il est expert dans le domaine des wargames.



Pour en savoir plus ou prendre contact : aurelien@1pactxp.fr

MANIFESTE

**Faire face : reconstruire une
capacité citoyenne de résilience**

*Pour une résilience citoyenne
reconnue, partagée, mobilisable*



✉ aurelien@1pactxp.fr

🌐 www.1pactxp.com

